

**François Igersheim**, *Politique et administration dans le Bas-Rhin (1848-1870)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1993, 831 p.

Déjà connu pour son livre sur *L'Alsace des notables, 1870-1914*, paru en 1981, enseignant à l'université des Sciences humaines de Strasbourg, François Igersheim a consacré sa thèse de doctorat, soutenue en 1992, à un vaste sujet : *Noblesse, notabilité, suffrage et pouvoirs dans le Bas-Rhin (1848-1870)*, à travers la carrière politique de François Zorn de Bulach. C'est une version abrégée et remaniée de ce travail que représente l'ouvrage publié en 1993.

Fidèle au titre de la thèse, celui-ci, il faut bien le dire, manque d'homogénéité. Alors que la première partie presque entière et à peu près la moitié de la sixième sont consacrées à la famille Zorn de Bulach et plus particulièrement à François, député de Sélestat à la fin du Second Empire, le reste du livre est, pour l'essentiel, une histoire de la vie politique et religieuse du Bas-Rhin de 1848 à 1870, et des activités du Conseil général de ce département sous le règne de Napoléon III. En revanche, l'adaptation réussie et caractéristique des Zorn de Bulach au régime allemand dans le Reichsland est à peine évoquée et les conditions économiques, sociales, culturelles qui peuvent éclairer le comportement des populations de Basse-Alsace dans la crise de 1846-1851 ne sont pas étudiées de façon systématique. Avant 1968, F. Igersheim aurait sans doute choisi comme sujet de thèse principale le Bas-Rhin sous la II<sup>e</sup> République et le Second Empire, et pour celui de sa thèse complémentaire les Zorn de Bulach, représentants typiques de la noblesse alsacienne au XIX<sup>e</sup> siècle. Éu juxtaposant dans un même ouvrage les résultats de deux investigations différentes (bien qu'il y ait, c'est évident, des rapports entre elles), il courait le double risque de désorienter le lecteur en l'obligeant à passer à plusieurs reprises de

l'une à l'autre, et de le décevoir en restant incomplet sur chacune d'elles.

Ces réserves faites, il convient de souligner les qualités d'un travail fondé sur une très savante documentation, témoignant d'une connaissance parfaite de l'Alsace du XIX<sup>e</sup> siècle et d'une grande probité intellectuelle. Tous les dépôts d'archives, français ou allemands, ont été explorés. L'auteur a ainsi utilisé non seulement les papiers des Zorn de Bulach à Strasbourg, mais, pour l'étude du catholicisme, ceux de Montalembert au château de la Roche-en-Brenil. La presse régionale a été entièrement dépouillée, de même que d'innombrables livres et brochures de l'époque. La bibliographie proprement dite, malgré quelques coquilles, est remarquable par son exhaustivité et révèle le souci d'une constante mise à jour : elle inclut ainsi la thèse, parue en 1992, de Claude-Isabelle Brelot sur la noblesse comtoise.

Soucieux, comme sa collègue bisontine et bien d'autres chercheurs français ou étrangers, de rectifier la vision stéréotypée d'un XIX<sup>e</sup> siècle presque exclusivement dominé, après 1830, par la bourgeoisie d'affaires, F. Igersheim montre bien quel rôle considérable joue encore en Alsace à cette époque une noblesse relativement nombreuse et ancienne dont les domaines se situent souvent de part et d'autre du Rhin. Certes, il ne faudrait pas surestimer l'importance de son emprise foncière : Antoine Joseph Zorn de Bulach, premier censitaire du Bas-Rhin en 1816 avec 3997 F, ne se hisse pas, même s'il peut disposer en Bade de biens équivalents, au niveau des très grands notables payant plus de 10 000 F qu'on rencontre parfois à l'« intérieur », et sous Louis-Philippe l'effectif du corps électoral (1530 inscrits) est très inférieur à la moyenne départementale (2790). L'Alsace est bien un pays de « démocratie rurale ». Mais cela n'empêche pas le grand propriétaire résidant de dominer sa commune et même son canton, et

d'obtenir, grâce à ses relations, toutes sortes de faveurs officielles pour lui et ses protégés : François Zorn de Bulach, petit-fils d'Antoine Joseph, deviendra ainsi chambellan de Napoléon III en 1857 grâce à l'intervention de la grande duchesse Stéphanie de Bade, née Beauharnais.

De 1830 à 1848 toutefois, la noblesse ultra-royaliste d'Alsace (dont faisaient partie les Zorn de Bulach) s'est vue supplantée par les orléanistes, comprenant une minorité de nobles « libéraux » et une majorité de bourgeois. Mais au milieu du siècle, c'est l'ensemble des classes dirigeantes qui se trouvent entraînées dans une crise d'une extrême gravité. La disette de 1846-1847, puis l'effondrement brutal de la monarchie de Juillet provoquent une véritable explosion des rancunes populaires dans une partie des campagnes surpeuplées : aux innombrables délits forestiers commis en réaction contre l'application rigoureuse du code de 1827 s'ajoutent les émeutes contre les juifs accusés de pratiquer l'usure. La répression des troubles et la dépression économique qui s'installe entretiennent un mécontentement qui se traduit en décembre 1848 par un vote massif en faveur de Louis-Napoléon. Mais un autre fait décisif est l'organisation dans les villes du parti démocrate socialiste sous l'impulsion d'hommes de la moyenne bourgeoisie dont le plus remarquable est sans doute Euile Küss, professeur à la Faculté de médecine de Strasbourg. La présentation par ce parti et son journal *Le Démocrate du Rhin* d'un programme allant au-devant des principales revendications paysannes (crédit à bon marché et restitution des droits d'usage dans les forêts) aboutit à ce fait inouï : l'apparition, malgré les efforts désespérés des notables et du clergé, d'une Alsace rurale « rouge », d'abord protestante mais aussi catholique, et l'élection par le Bas-Rhin, en mai 1849, de onze députés démocrates sur douze.

L'histoire du Second Empire est ensuite pour une large part — F. Igersheim le montre admirablement — celle des efforts accomplis par l'ensemble des forces conservatrices pour rétablir leur hégémonie sociale et idéologique sur l'ensemble de la population. Efforts favorisés par la nature même du bonapartisme, car la paysannerie dans sa masse, même celle qui avait voté pour la Montagne, n'avait jamais cessé de faire confiance au neveu de l'Empereur, jugé capable tout à la fois de ranimer la vie économique et de satisfaire les revendications populaires. Efforts parfois divergents, car le clergé catholique cherche avant tout, pour rétablir l'ordre moral, à faire prévaloir l'idéologie traditionaliste : comme y insistent notamment les frères Guerber, rédacteurs du *Volksfreund*, approuvés par l'évêque Mgr Raess, il faut restaurer la famille patriarcale, la commune rurale sous l'autorité de son curé et de ses notables terriens, les vieilles vertus paysannes menacées par les influences corruptrices des villes et les fausses conceptions du « progrès » venues de « l'intérieur », l'harmonie sociale compromise par l'usure judaïque... En revanche, l'administration impériale, longtemps incarnée par un grand préfet, Stanislas Migneret, reste attachée, comme le régime lui-même, aux principes de 1789 (moins la liberté, qui ne réapparaîtra que progressivement à la fin des années 1860). Elle s'appuie sur cette assemblée laborieuse, compétente et presque toujours docile (n'est-elle pas formée de candidats officiels ?) qu'est le Conseil général, pour mener une politique de francisation par l'école primaire, et surtout d'équipement et de modernisation dans tous les domaines : assistance, voies de communication, encouragements à l'agriculture...

Certes le Bas-Rhin, comme beaucoup d'autres départements, a connu des conflits. Ainsi la mésentente entre le pouvoir civil et l'Église à la suite des affaires d'Italie : mais Mentana (1867)

favorise un nouveau rapprochement. Ainsi encore les rivalités parfois sordides et violentes entre notables également bonapartistes autour des sièges parlementaires : François Zorn de Bulach, chambellan de l'Empereur, candidat officiel, évince en 1863 le député sortant grâce à des manœuvres tellement évidentes qu'il est invalidé et battu l'année suivante et n'entrera au Corps législatif qu'en 1869. Mais pour l'essentiel, la politique de « reprise en main » entreprise en 1852 a réussi : la noblesse, rejointe par les anoblis récents, a retrouvé la place qu'elle occupait en 1830 ; la majorité des élites, même légitimistes (le cas de Zorn de Bulach est évidemment typique) s'est ralliée au régime, associant au « pouvoir de commandement » des fonctionnaires son « pouvoir d'influence » ; la grande masse de la paysannerie, surtout catholique, a été convertie au conservatisme par les effets combinés de l'action « culturelle » du clergé et de la prospérité des années 1860. La renaissance du libéralisme d'opposition et du parti républicain, indéniable dans les villes en 1869-1870, ne parvient pas (à la différence de 1849-1850) à rayonner sur un milieu rural majoritaire, comme en témoignent la réélection des « officiels » et les résultats du plébiscite. C'est d'ailleurs le cas — contrairement à ce qu'écrit l'auteur, et pour des raisons diverses — dans bien des départements « rouges » de la II<sup>e</sup> République.

Mais sur cette Alsace acquise au bonapartisme s'étend l'ombre de la menace allemande, à laquelle l'opinion locale se montre particulièrement sensible. S'il est vrai qu'après la défaite la fidélité à la France se manifesterà à maintes reprises, bien des notables restés sur place sauront trouver dans leur conception du devoir de « patronage » la justification de leur coopération avec les autorités allemandes, elles-mêmes désireuses d'utiliser leur pouvoir d'influence : telle sera en particulier l'attitude des Zorn de Bulach.

Malgré les défauts qu'on a cru devoir

signaler, l'ouvrage de F. Igersheim éclaire ainsi, à travers le cas d'un département et d'une famille, des aspects essentiels d'une histoire sociale, religieuse et politique profondément originale : celle de l'Alsace française de la Restauration à l'annexion.

Pierre LÉVÊQUE